

Les 100 jours de Petro



Par María Josefina Arce

Gustavo Petro est président de la Colombie depuis 100 jours. C'est relativement peu de temps à la tête de son pays mais sa gestion est largement acceptée par ses compatriotes et en dehors des frontières colombiennes.

Les sondages d'opinion révèlent que la majorité des Colombiens ont une image positive du chef de l'État, approuvent son administration et sont optimistes. 72% des personnes interrogées approuvent les performances du président et 52% pensent que la nation sud-américaine est sur la bonne voie.

Les données indiquent que le président Gustavo Petro, dans ses premiers mois au pouvoir, a un taux d'approbation plus élevé que celui d'Ivan Duque, son prédécesseur à la Casa de Nariño, qui a terminé ses quatre années au pouvoir avec un faible taux d'approbation de moins de 30%.

Ce qui est certain, c'est qu'en un peu plus de trois mois, le gouvernement dirigé par Petro a pris des mesures visibles pour mettre en pratique ses promesses de transformer la Colombie, ravagée par la violence qui s'est intensifiée sous le mandat de Duque et par de grandes inégalités sociales.

Le chef de l'État mène une politique de paix ambitieuse pour mettre un terme aux massacres et aux assassinats de dirigeants sociaux, de défenseurs des droits de l'homme et d'anciens combattants de l'ancienne guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie.

Au début du mois, Gustavo Petro a signé la loi de paix totale, approuvée par le Congrès. Cette loi établit que cette paix deviendra une politique d'État, ce qui signifie que les gouvernements suivants seront obligés de maintenir les négociations et de respecter les accords conclus.

Cela inclut les pourparlers de paix annoncés avec l'organisation de guérilla, Armée de Libération Nationale (ELN de par son sigle en espagnol) et un dialogue avec les groupes irréguliers opérant sur le territoire colombien.

Des progrès ont également été réalisés concernant la réforme rurale globale tant attendue, l'un des points non réalisés de l'accord de paix signé en 2016 entre le gouvernement du président de l'époque, Juan Manuel Santos, et les FARC-AP, Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée du peuple.

Le gouvernement Petro a conclu un accord historique avec la FEDEGAN, la fédération colombienne des éleveurs de bétail, afin d'acheter à ses membres trois millions d'hectares de terres à distribuer parmi des familles paysannes qui manquent de cette ressource.

En outre, en collaboration avec l'unité de restitution des terres, 9 procès ont été intentés pour récupérer plus de 65 000 hectares en faveur des membres des communautés indigènes et afro-descendantes.

Le Fonds pour les intrants agricoles a également été activé. 120 000 petits producteurs doivent en bénéficier de cette décision gouvernementale.

En matière de politique extérieure, Gustavo Petro s'est également efforcé de réactiver les relations avec le Venezuela, un pays avec lequel la Colombie partage plus de 2 000 kilomètres de frontière.

Une autre préoccupation du gouvernement actuel est la protection de l'environnement, notamment de la forêt amazonienne, que le président Petro a appelé à sauver lors de son discours en Égypte à l'occasion du sommet des Nations unies sur le climat, COP27.

Le fait est qu'au cours de ces 100 jours, Gustavo Petro et le cabinet qu'il dirige ne se sont pas reposés, ils ont été en mouvement, en dialogue avec différents secteurs, travaillant sur des problèmes urgents, étudiant et proposant des actions pour répondre à diverses questions urgentes telles que la situation économique, l'une des grandes préoccupations des Colombiens.



Radio Habana Cuba